

Partenaires de l'UE

Comité National de Pilotage de la RSS, dirigé par le Président de la République de Guinée

Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

Ministère de la Justice

Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts

Autres Partenaires Techniques et Financiers de la RSS

Faits et chiffres

Contribution de l'UE: près de 45 millions d'euros

Des résultats concrets:

- plus de 700 policiers de proximité formés et équipés
- 3 Commissariats centraux réhabilités et plusieurs commissariats de quartiers à Conakry
- 231 sapeurs-pompiers et 239 nouveaux agents de protection civile formés et équipés
- destruction de plus de 300 tonnes de munitions et de mines à Kindia
- 2000 ex-associés et personnes vulnérables en réintégration socio-économique (RSE)



*Délégation de l'Union européenne en République de Guinée
 Tél.: (+224) 622 35 20 71 - 631 40
 48 70/71 - 664 35 20 70
delegation-guinee-conakry@eeas.europa.eu
 Immeuble Le Golfe, Lanséboundji
 BP:730 - Conakry
<http://eeas.europa.eu/delegations/guinea>
<https://www.facebook.com/DelegationDeLUnionEuropeenneEnGuinee>

APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ (RSS)**Améliorer la sécurité des biens et des personnes en Guinée**

Accompagner les autorités guinéennes dans leur volonté d'assurer et pérenniser un climat social, économique et politique pacifié en améliorant les services de sécurité à la population, dans le respect des droits de l'Homme et conformément aux principes d'un Etat de droit.

**Le contexte, les enjeux**

La situation politique, sociale et sécuritaire de la Guinée a longtemps été fragilisée par l'implication systématique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans la vie économique et politique du pays. La situation actuelle du secteur de la sécurité est le produit de ce passif historique et de l'insuffisance des moyens permettant aux forces de défense et de sécurité (FDS) de s'acquitter de leurs missions républicaines avec efficacité et dignité, dans le respect des normes internationales et des dispositions constitutionnelles et légales. Il est ainsi primordial de restaurer l'autorité et la légitimité de la police et des services de sécurité intérieure, en rétablissant le contrat social qui les lie aux communautés qu'ils sont censés protéger et en renforçant les capacités d'action et le professionnalisme de ces corps.

La réponse de l'Union européenne

Depuis l'élection présidentielle de 2010, la Réforme du Secteur de Sécurité fait figure de priorité dans l'agenda politique de la Guinée. En réponse à la demande des autorités, l'UE en a également fait l'une des priorités de la coopération avec la Guinée, en mettant en place depuis 2012 plusieurs projets et programmes permettant d'appuyer le processus de réforme dans ses multiples dimensions, en mobilisant différents instruments permettant de combiner un accompagnement des institutions dans le processus de réforme à long terme et projets concrets à impact rapide :

- ▶ Appui au processus global de RSS et accompagnement/renforcement des capacités des institutions clefs du processus, y compris réintégration socio-économique (RSE) de 2000 ex-associés des FDS et groupes à risque (PARSS 2 – 15 millions EUR);
- ▶ Appui à la restructuration de la police et mise en place d'une police de proximité (4.5 millions EUR en 2014/2015 – 3.9 millions EUR à partir de janvier 2016)
- ▶ Appui à la création et l'opérationnalisation du Corps des Conservateurs de la Nature (2.2 millions EUR en cours, nouveau projet à suivre prévu mi 2016);
- ▶ Appui à la Protection Civile, avec le renforcement de la brigade des sapeurs-pompiers à Conakry et création de 4 unités de protection civile à l'intérieur du pays (2.9 millions EUR);
- ▶ Appui aux douanes (2 millions EUR);
- ▶ Appui à la dépollution pyrotechnique à Kindia (0.5 million EUR pour une première tranche en 2014, 0.5 million EUR pour une nouvelle campagne au premier semestre 2016);
- ▶ Appui à la Réforme de la Justice (20 millions EUR).